

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, vu le traité insti-
tuant la Communauté économique européenne, et notamment son
article 100 A, vu la proposition de la Commission (1), en coopéra-
tion avec le Parlement européen (2), vu l'avis du Comité économi-
que et social (3),

considérant que les législations qui s'appliquent actuellement aux
marques dans les États membres comportent des disparités qui
peuvent entraver la libre circulation des produits ainsi que la libre
prestation des services et fausser les conditions de concurrence
dans le marché commun ; qu'il est donc nécessaire, en vue de
l'établissement et du fonctionnement du marché intérieur, de rap-
procher les législations des États membres ; — considérant qu'il
importe de ne pas méconnaître les solutions et les avantages que
le régime de la marque communautaire peut offrir aux entreprises
désireuses d'acquiescer des marques ; — considérant qu'il n'apparaît
pas nécessaire actuellement de procéder à un rapprochement total
des législations des États membres en matière de marques et qu'il
est suffisant de limiter le rapprochement aux dispositions nationales
ayant l'incidence la plus directe sur le fonctionnement du marché
intérieur ; — considérant que la présente directive n'enlève pas
aux États membres le droit de continuer à protéger les marques
acquises par l'usage mais ne régit que leurs rapports avec les
marques acquises par l'enregistrement ; — considérant que les

États membres gardent également toute liberté pour fixer les dispo-
sitions de procédure concernant l'enregistrement, la déchéance ou
la nullité des marques acquises par l'enregistrement ; qu'il leur
appartient, par exemple, de déterminer la forme des procédures
d'enregistrement et de nullité, de décider si les droits antérieurs
doivent être invoqués dans la procédure d'enregistrement ou dans
la procédure de nullité ou dans les deux, ou encore, dans le cas
où des droits antérieurs peuvent être invoqués dans la procédure
d'enregistrement, de prévoir une procédure d'opposition ou un
examen d'office ou les deux ; que les États membres conservent la
faculté de déterminer les effets de la déchéance ou de la nullité des
marques ; — considérant que la présente directive n'exclut pas
l'application aux marques des dispositions du droit des États mem-
bres, autres que le droit des marques, telles que les dispositions
relatives à la concurrence déloyale, à la responsabilité civile ou à
la protection des consommateurs ; — considérant que la réalisation
des objectifs poursuivis par le rapprochement suppose que l'acqui-
sition et la conservation du droit sur la marque enregistrée soient
en principe subordonnées, dans tous les États membres, aux mêmes
conditions ; qu'à cette fin, il convient d'établir une liste exemplative
de signes susceptibles de constituer une marque s'ils sont propres
à distinguer les produits ou les services d'une entreprise de ceux
d'autres entreprises ; que les motifs de refus ou de nullité concer-
nant la marque elle-même, par exemple l'absence de caractère
distinctif, ou concernant les conflits entre la marque et des droits
antérieurs, doivent être énumérés de façon exhaustive, même si
certains de ces motifs sont énumérés à titre facultatif pour les États
membres qui pourraient donc maintenir ou introduire dans leur
législation les motifs en question ; que les États membres pourront
maintenir ou introduire dans leur législation des motifs de refus ou
de nullité liés à des conditions d'acquisition ou de conservation du
droit sur la marque pour lesquelles il n'existe pas de dispositions
de rapprochement et qui sont relatives, par exemple, à la qualité
du titulaire de la marque, au renouvellement de la marque, au
régime des taxes ou au non-respect des règles de procédure ; —
considérant que, pour réduire le nombre total des marques enregis-
trées et protégées dans la Communauté et, partant, le nombre des
conflits qui surgissent entre elles, il importe d'exiger que les mar-
ques enregistrées soient effectivement utilisées sous peine de
déchéance ; qu'il est nécessaire de prévoir que la nullité d'une
marque ne peut être prononcée en raison de l'existence d'une
marque antérieure non utilisée, tout en laissant aux États membres
la faculté d'appliquer le même principe en ce qui concerne l'enregis-
trement d'une marque ou de prévoir qu'une marque ne peut être
valablement invoquée dans une procédure en contrefaçon s'il est
établi, à la suite d'une exception, que le titulaire de la marque
pourrait être déchu de ses droits ; que, pour tous ces cas, il appar-
tient aux États membres de fixer les règles de procédure applica-
bles ; — considérant qu'il est fondamental, pour faciliter la libre
circulation des produits et la libre prestation des services, de faire
en sorte que les marques enregistrées jouissent désormais de la
même protection dans la législation de tous les États membres ;
que cela, cependant, n'enlève pas aux États membres la faculté
d'accorder une protection plus large aux marques ayant acquis une
renommée ; — considérant que la protection conférée par la marque
enregistrée, dont le but est notamment de garantir la fonction
d'origine de la marque, est absolue en cas d'identité entre la marque
et le signe et entre les produits ou services ; que la protection vaut
également en cas de similitude entre la marque et le signe et entre
les produits ou services ; qu'il est indispensable d'interpréter la
notion de similitude en relation avec le risque de confusion ; que
le risque de confusion, dont l'appréciation dépend de nombreux

facteurs et notamment de la connaissance de la marque sur le
marché, de l'association qui peut en être faite avec le signe utilisé
ou enregistré, du degré de similitude entre la marque et le signe
et entre les produits ou services désignés, constitue la condition
spécifique de la protection ; que les moyens par lesquels le risque
de confusion peut être constaté, et en particulier la charge de la
preuve, relèvent des règles nationales de procédure auxquelles la
présente directive ne porte pas préjudice ; — considérant qu'il
importe, pour des raisons de sécurité juridique et sans porter
atteinte de manière inéquitable aux intérêts du titulaire d'une mar-
que antérieure, de prévoir que ce dernier ne peut plus demander
la nullité ou s'opposer à l'usage d'une marque postérieure à la sienne
dont il a sciemment toléré l'usage pendant une longue période, sauf
si la marque postérieure a été demandée de mauvaise foi ; —
considérant que tous les États membres de la Communauté sont
liés par la convention de Paris pour la protection de la propriété
industrielle ; qu'il est nécessaire que les dispositions de la présente
directive soient en harmonie complète avec celles de la convention
de Paris ; que les obligations des États membres découlant de cette
convention ne sont pas affectées par la présente directive ; que, le
cas échéant, l'article 234 deuxième alinéa du traité s'applique.

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Article premier

Champ d'application

La présente directive s'applique aux marques de produits ou de
services individuelles, collectives, de garantie ou de certification,
qui ont fait l'objet d'un enregistrement ou d'une demande d'enre-
gistrement dans un État membre ou auprès de l'Office des marques
du Benelux ou qui ont fait l'objet d'un enregistrement international
produisant ses effets dans un État membre.

Article 2

Signes susceptibles de constituer une marque

Peuvent constituer des marques tous les signes susceptibles d'une
représentation graphique, notamment les mots, y compris les noms
de personnes, les dessins, les lettres, les chiffres, la forme du
produit ou de son conditionnement, à condition que de tels signes
soient propres à distinguer les produits ou les services d'une entre-
prise de ceux d'autres entreprises.

Article 3

Motifs de refus ou de nullité

1. Sont refusés à l'enregistrement ou susceptibles d'être déclarés
nuls s'ils sont enregistrés :

- a) les signes qui ne peuvent constituer une marque ;
- b) les marques qui sont dépourvues de caractère distinctif ;
- c) les marques qui sont composées exclusivement de signes ou
d'indications pouvant servir, dans le commerce, pour désigner
l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, la prove-
nance géographique ou l'époque de la production du produit ou
de la prestation du service, ou d'autres caractéristiques de ceux-
ci ;
- d) les marques qui sont composées exclusivement de signes ou
d'indications devenus usuels dans le langage courant ou dans les
habitudes loyales et constantes du commerce ;
- e) les signes constitués exclusivement :
— par la forme imposée par la nature même du produit,
— par la forme du produit nécessaire à l'obtention d'un résultat
technique,
— par la forme qui donne une valeur substantielle au produit ;
- f) les marques qui sont contraires à l'ordre public ou aux bonnes
mœurs ;
- g) les marques qui sont de nature à tromper le public, par
exemple sur la nature, la qualité ou la provenance géographique
du produit ou du service ;
- h) les marques qui, à défaut d'autorisation des pouvoirs compé-
tents, sont à refuser ou à invalider en vertu de l'article 6 *ter* de la
convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle,
ci-après dénommée « convention de Paris ».

2. Chaque État membre peut prévoir qu'une marque est refusée
à l'enregistrement ou, si elle est enregistrée, est susceptible d'être
déclarée nulle lorsque et dans la mesure où :

- a) l'usage de cette marque peut être interdit en vertu de la
législation autre que celle en matière de droit des marques de l'État
membre concerné ou de la Communauté ;
- b) la marque comporte un signe de haute valeur symbolique, et
notamment un symbole religieux ;

postérieurement, et que cette marque non enregistrée ou cet autre signe donne à son titulaire le droit d'interdire l'utilisation d'une marque postérieure ;

ci) l'usage de la marque peut être interdit en vertu d'un droit antérieur en ce que les droits mentionnés au paragraphe 2 et au point b) du présent paragraphe, et notamment :

- i) d'un droit au nom ;
- ii) d'un droit à l'image ;
- iii) d'un droit d'auteur ;
- iv) d'un droit de propriété industrielle ;
- d) la marque est identique ou similaire à une marque collective antérieure avant confère un droit qui a expiré dans un délai maximum de trois ans avant le dépôt ;

e) la marque est identique ou similaire à une marque de garantie ou de certification antérieure avant confère un droit qui a expiré dans un délai précédent le dépôt et dont la durée est fixée par l'Etat membre ;

f) la marque est identique ou similaire à une marque antérieure enregistrée pour des produits ou des services identiques ou similaires et avant confère un droit qui s'est éteint à cause de non-renouvellement dans un délai maximum de deux ans avant le dépôt, à moins que le titulaire de la marque antérieure ait donné son consentement à l'enregistrement de la marque postérieure ou n'ait pas utilisé sa marque ;

g) la marque peut être confondue avec une marque utilisée à l'étranger au moment du dépôt de la demande et qui continue d'être utilisée, si la demande a été faite de mauvaise foi par le demandeur.

5. Les Etats membres peuvent permettre que, dans des circonstances appropriées, une marque ne doive pas obligatoirement être refusée à l'enregistrement ou du droit antérieur consenti à l'enregistrement de la marque postérieure.

6. Un Etat membre peut prévoir que, par dérogation aux paragraphes 1 à 5, les motifs de refus ou de nullité qui étaient applicables dans cet Etat avant la date à laquelle les dispositions nécessaires pour le conférer à la présente directive entrent en vigueur s'appliquent aux marques dont la demande a été déposée avant cette date.

Article 5 Droits conférés par la marque

1. La marque enregistrée confère à son titulaire un droit exclusif. Le titulaire est habilité à interdire à tout tiers, en l'absence de son consentement, de faire usage, dans la vie des affaires :

- a) d'un signe identique à la marque pour des produits ou des services identiques à ceux pour lesquels celle-ci est enregistrée ;
- b) d'un signe pour lequel, en raison de son identité ou de sa similitude avec la marque et en raison de l'identité ou de la similitude des produits ou des services couverts par la marque et le signe, il existe, dans l'esprit du public, un risque de confusion qui correspond le risque d'association entre le signe et la marque ;

2. Tout Etat membre peut également prescrire que le titulaire est habilité à interdire à tout tiers, en l'absence de son consentement, de faire usage dans la vie des affaires d'un signe identique ou similaire à la marque pour des produits ou des services qui ne sont pas strictement à ceux pour lesquels la marque est enregistrée, lorsque ce fait est contraire à l'équité commerciale et que l'usage de ce signe sans justification induit le consommateur en erreur ou de la renommée de la marque ou de leur caractère préjudiciable.

3. Si les conditions énoncées aux paragraphes 1 et 2 sont remplies, il peut notamment être interdit :

- a) d'imposer le signe sur les produits ou sur leur conditionnement ;
- b) d'offrir les produits, de les mettre dans le commerce ou de les détenir à ces fins, ou d'offrir ou de fournir des services sous le signe ;
- c) d'importer ou d'exporter les produits sous le signe ;
- d) d'utiliser le signe dans les papiers d'affaires et la publicité.

4. Lorsque, antérieurement à la date à laquelle les dispositions applicables pour se conformer à la présente directive entrent en vigueur, le droit de cet Etat ne permet pas d'interdire l'usage d'un signe dans les conditions visées au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, le droit conféré par la marque n'est pas opposable à la titulaire de ce signe.

5. Les paragraphes 1 à 4 s'appliquent pas les dispositions applicables dans un Etat membre et relatives à la protection contre l'usage abusif d'un signe à des fins autres que celles de distinguer les produits ou services, lorsque l'usage de ce signe sans justification induit le consommateur en erreur ou de la renommée de la marque ou de leur caractère préjudiciable.

Les Etats membres peuvent également prescrire que, dans des circonstances appropriées, une marque ne doive pas obligatoirement être refusée à l'enregistrement ou du droit antérieur consenti à l'enregistrement de la marque postérieure.

6. Un Etat membre peut prévoir que, par dérogation aux paragraphes 1 à 5, les motifs de refus ou de nullité qui étaient applicables dans cet Etat avant la date à laquelle les dispositions nécessaires pour le conférer à la présente directive entrent en vigueur s'appliquent aux marques dont la demande a été déposée avant cette date.

7. Tout Etat membre peut également prescrire que le titulaire est habilité à interdire à tout tiers, en l'absence de son consentement, de faire usage, dans la vie des affaires :

- a) d'un signe identique à la marque pour des produits ou des services identiques à ceux pour lesquels celle-ci est enregistrée ;
- b) d'un signe pour lequel, en raison de son identité ou de sa similitude avec la marque et en raison de l'identité ou de la similitude des produits ou des services couverts par la marque et le signe, il existe, dans l'esprit du public, un risque de confusion qui correspond le risque d'association entre le signe et la marque ;

8. Tout Etat membre peut également prescrire que le titulaire est habilité à interdire à tout tiers, en l'absence de son consentement, de faire usage dans la vie des affaires d'un signe identique ou similaire à la marque pour des produits ou des services qui ne sont pas strictement à ceux pour lesquels la marque est enregistrée, lorsque ce fait est contraire à l'équité commerciale et que l'usage de ce signe sans justification induit le consommateur en erreur ou de la renommée de la marque ou de leur caractère préjudiciable.

9. Si les conditions énoncées aux paragraphes 7 et 8 sont remplies, il peut notamment être interdit :

- a) d'imposer le signe sur les produits ou sur leur conditionnement ;
- b) d'offrir les produits, de les mettre dans le commerce ou de les détenir à ces fins, ou d'offrir ou de fournir des services sous le signe ;
- c) d'importer ou d'exporter les produits sous le signe ;
- d) d'utiliser le signe dans les papiers d'affaires et la publicité.

10. Lorsque, antérieurement à la date à laquelle les dispositions applicables pour se conformer à la présente directive entrent en vigueur, le droit de cet Etat ne permet pas d'interdire l'usage d'un signe dans les conditions visées au paragraphe 7 ou au paragraphe 8, le droit conféré par la marque n'est pas opposable à la titulaire de ce signe.

11. Les paragraphes 7 à 10 s'appliquent pas les dispositions applicables dans un Etat membre et relatives à la protection contre l'usage abusif d'un signe à des fins autres que celles de distinguer les produits ou services, lorsque l'usage de ce signe sans justification induit le consommateur en erreur ou de la renommée de la marque ou de leur caractère préjudiciable.

12. Les paragraphes 7 à 10 s'appliquent pas les dispositions applicables dans un Etat membre et relatives à la protection contre l'usage abusif d'un signe à des fins autres que celles de distinguer les produits ou services, lorsque l'usage de ce signe sans justification induit le consommateur en erreur ou de la renommée de la marque ou de leur caractère préjudiciable.

13. Les paragraphes 7 à 10 s'appliquent pas les dispositions applicables dans un Etat membre et relatives à la protection contre l'usage abusif d'un signe à des fins autres que celles de distinguer les produits ou services, lorsque l'usage de ce signe sans justification induit le consommateur en erreur ou de la renommée de la marque ou de leur caractère préjudiciable.

14. Les paragraphes 7 à 10 s'appliquent pas les dispositions applicables dans un Etat membre et relatives à la protection contre l'usage abusif d'un signe à des fins autres que celles de distinguer les produits ou services, lorsque l'usage de ce signe sans justification induit le consommateur en erreur ou de la renommée de la marque ou de leur caractère préjudiciable.

15. Les paragraphes 7 à 10 s'appliquent pas les dispositions applicables dans un Etat membre et relatives à la protection contre l'usage abusif d'un signe à des fins autres que celles de distinguer les produits ou services, lorsque l'usage de ce signe sans justification induit le consommateur en erreur ou de la renommée de la marque ou de leur caractère préjudiciable.

16. Les paragraphes 7 à 10 s'appliquent pas les dispositions applicables dans un Etat membre et relatives à la protection contre l'usage abusif d'un signe à des fins autres que celles de distinguer les produits ou services, lorsque l'usage de ce signe sans justification induit le consommateur en erreur ou de la renommée de la marque ou de leur caractère préjudiciable.

17. Les paragraphes 7 à 10 s'appliquent pas les dispositions applicables dans un Etat membre et relatives à la protection contre l'usage abusif d'un signe à des fins autres que celles de distinguer les produits ou services, lorsque l'usage de ce signe sans justification induit le consommateur en erreur ou de la renommée de la marque ou de leur caractère préjudiciable.

18. Les paragraphes 7 à 10 s'appliquent pas les dispositions applicables dans un Etat membre et relatives à la protection contre l'usage abusif d'un signe à des fins autres que celles de distinguer les produits ou services, lorsque l'usage de ce signe sans justification induit le consommateur en erreur ou de la renommée de la marque ou de leur caractère préjudiciable.

19. Les paragraphes 7 à 10 s'appliquent pas les dispositions applicables dans un Etat membre et relatives à la protection contre l'usage abusif d'un signe à des fins autres que celles de distinguer les produits ou services, lorsque l'usage de ce signe sans justification induit le consommateur en erreur ou de la renommée de la marque ou de leur caractère préjudiciable.

20. Les paragraphes 7 à 10 s'appliquent pas les dispositions applicables dans un Etat membre et relatives à la protection contre l'usage abusif d'un signe à des fins autres que celles de distinguer les produits ou services, lorsque l'usage de ce signe sans justification induit le consommateur en erreur ou de la renommée de la marque ou de leur caractère préjudiciable.

Article 6

Limitation des effets de la marque

1. Le droit conféré par la marque ne permet pas à son titulaire d'interdire à un tiers l'usage, dans la vie des affaires,

a) de son nom et de son adresse ;

b) d'indications relatives à l'espèce, à la qualité, à la quantité, à la destination, à la valeur, à la provenance géographique, à l'époque de la production du produit ou de la prestation du service ou à d'autres caractéristiques de ceux-ci ;

c) de la marque lorsqu'elle est nécessaire pour indiquer la destination d'un produit ou d'un service, notamment en tant qu'accessoires ou pièces détachées,

pour autant que cet usage soit fait conformément aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale.

2. Le droit conféré par la marque ne permet pas à son titulaire d'interdire à un tiers l'usage, dans la vie des affaires, d'un droit antérieur de portée locale si ce droit est reconnu par la loi de l'État membre concerné et dans la limite du territoire où il est reconnu.

Article 7

Épuisement du droit conféré par la marque

1. Le droit conféré par la marque ne permet pas à son titulaire d'interdire l'usage de celle-ci pour des produits qui ont été mis dans le commerce dans la Communauté sous cette marque par le titulaire ou avec son consentement.

2. Le paragraphe 1 n'est pas applicable lorsque des motifs légitimes justifient que le titulaire s'oppose à la commercialisation ultérieure des produits, notamment lorsque l'état des produits est modifié ou altéré après leur mise dans le commerce.

Article 8

Licence

1. La marque peut faire l'objet de licences pour tout ou partie des produits ou des services pour lesquels elle est enregistrée et pour tout ou partie du territoire d'un État membre. Les licences peuvent être exclusives ou non exclusives.

2. Le titulaire de la marque peut invoquer les droits conférés par cette marque à l'encontre d'un licencié qui enfreint l'une des clauses du contrat de licence, en ce qui concerne sa durée, la forme couverte par l'enregistrement sous laquelle la marque peut être utilisée, la nature des produits ou des services pour lesquels la licence est octroyée, le territoire sur lequel la marque peut être apposée ou la qualité des produits fabriqués ou des services fournis par le licencié.

Article 9

Forclusion par tolérance

1. Le titulaire d'une marque antérieure telle que visée à l'article 4 paragraphe 2, qui a toléré, dans un État membre, l'usage d'une marque postérieure enregistrée dans cet État membre pendant une période de cinq années consécutives en connaissance de cet usage, ne peut plus demander la nullité ni s'opposer à l'usage de la marque postérieure sur la base de cette marque antérieure pour les produits ou les services pour lesquels la marque postérieure a été utilisée, à moins que le dépôt de la marque postérieure n'ait été effectué de mauvaise foi.

2. Tout État membre peut prévoir que le paragraphe 1 s'applique au titulaire d'une marque antérieure visée à l'article 4, paragraphe 4 point a) ou d'un autre droit antérieur visé à l'article 4 paragraphe 4 point b) ou c).

3. Dans les cas visés au paragraphe 1 ou 2, le titulaire d'une marque enregistrée postérieure ne peut pas s'opposer à l'usage du droit antérieur bien que ce droit ne puisse plus être invoqué contre la marque postérieure.

Article 10

Usage de la marque

1. Si, dans un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle la procédure d'enregistrement est terminée, la marque n'a pas fait l'objet par le titulaire d'un usage sérieux dans l'État membre concerné pour les produits ou les services pour lesquels elle est enregistrée, ou si un tel usage a été suspendu pendant un délai ininterrompu de cinq ans, la marque est soumise aux sanctions prévues dans la présente directive, sauf juste motif pour le non-usage.

2. Sont également considérées comme usage aux fins du paragraphe 1 :

a) l'usage de la marque sous une forme qui diffère par des éléments n'altérant pas son caractère distinctif dans la forme sous laquelle celle-ci a été enregistrée ;

b) l'apposition de la marque sur les produits ou sur leur conditionnement dans l'État membre concerné dans le seul but de l'exportation.

3. L'usage de la marque avec le consentement du titulaire ou par toute personne habilitée à utiliser une marque collective ou une marque de garantie ou de certification est considéré comme usage fait par le titulaire.

4. En ce qui concerne les marques enregistrées avant la date à laquelle les dispositions nécessaires pour se conformer à la présente directive entrent en vigueur dans l'État membre concerné :

a) lorsqu'une disposition en vigueur avant cette date prévoit des sanctions pour le non-usage d'une marque durant une période ininterrompue, le délai de cinq ans visé au paragraphe 1 est supposé avoir pris cours en même temps qu'une période de non-usage déjà en cours à cette date ;

b) lorsqu'aucune disposition relative à l'usage n'est en vigueur avant cette date, les délais de cinq ans visés au paragraphe 1 sont réputés prendre cours au plus tôt à cette date.

Article 11

Sanctions pour le non-usage d'une marque dans le cadre de procédures judiciaires ou administratives

1. La nullité d'une marque ne peut être prononcée en raison de l'existence d'une marque antérieure en conflit qui ne satisfait pas aux conditions d'usage énoncées à l'article 10 paragraphes 1, 2 et 3 ou, selon le cas, à l'article 10 paragraphe 4.

2. Un État membre peut prévoir que l'enregistrement d'une marque ne peut être refusé en raison de l'existence d'une marque antérieure en conflit que ne satisfait pas aux conditions d'usage énoncées à l'article 10 paragraphes 1, 2 et 3 ou, selon le cas, à l'article 10 paragraphe 4.

3. Sans préjudice de l'application de l'article 12 en cas de demande reconventionnelle en déchéance, un État membre peut prévoir qu'une marque ne peut être valablement invoquée dans une procédure en contrefaçon s'il est établi, à la suite d'une exception, que le titulaire de la marque pourrait être déchu de ses droits en vertu de l'article 12 paragraphe 1.

4. Si la marque antérieure n'a été utilisée que pour une partie des produits ou des services pour lesquels elle est enregistrée, elle n'est réputée enregistrée, aux fins de l'application des paragraphes 1, 2 et 3, que pour cette partie des produits ou services.

Article 12

Motifs de déchéance

1. Le titulaire d'une marque peut être déchu de ses droits si, pendant une période ininterrompue de cinq ans, la marque n'a pas fait l'objet d'un usage sérieux dans l'État membre concerné pour les produits ou les services pour lesquels elle est enregistrée et qu'il n'existe pas de justes motifs pour le non-usage ; toutefois, nul ne peut faire valoir que le titulaire d'une marque est déchu de ses droits si, entre l'expiration de cette période et la présentation de la demande en déchéance, la marque a fait l'objet d'un commencement ou d'une reprise d'usage sérieux ; cependant, le commencement ou la reprise d'usage qui a lieu dans un délai de trois mois avant la présentation de la demande de déchéance, ce délai commençant à courir au plus tôt à l'expiration de la période ininterrompue de cinq ans de non-usage, n'est pas pris en considération lorsque les préparatifs pour le commencement ou la reprise de l'usage interviennent seulement après que le titulaire a appris que la demande de déchéance pourrait être présentée.

2. Le titulaire d'une marque peut également être déchu de ses droits lorsque, après la date de son enregistrement, la marque :

a) est devenue, par le fait de l'activité ou de l'inactivité de son titulaire, la désignation usuelle dans le commerce d'un produit ou d'un service pour lequel elle est enregistrée ;

b) est propre, par suite de l'usage qui en est fait par le titulaire ou avec son consentement, pour les produits ou les services pour lesquels elle est enregistrée, à induire le public en erreur notamment sur la nature, la qualité ou la provenance géographique de ces produits ou de ces services.

Article 13

Motifs de refus, de déchéance ou de nullité pour une partie seulement des produits ou des services

Si un motif de refus d'enregistrement, de déchéance ou d'invalidation d'une marque n'existe que pour une partie des produits ou des services pour lesquels cette marque est déposée ou enregistrée, le refus de l'enregistrement, la déchéance ou la nullité ne s'étend qu'aux produits ou aux services concernés.

Article 14

Constatation *a posteriori* de la nullité d'une marque ou de la déchéance des droits du titulaire de celle-ci

Lorsque l'ancienneté d'une marque antérieure, qui a fait l'objet d'une renonciation ou qui s'est éteinte, est invoquée pour une marque communautaire, la nullité de la marque antérieure ou la déchéance des droits du titulaire de celle-ci peut être constatée *a posteriori*.

Article 15

Dispositions particulières concernant les marques collectives, les marques de garantie et les marques de certification

1. Sans préjudice de l'article 4, les États membres dont la législation autorise l'enregistrement de marques collectives ou de marques de garantie ou de certification peuvent prévoir que ces marques sont refusées à l'enregistrement, que leur titulaire est déchu de ses droits ou qu'elles sont déclarées nulles pour d'autres motifs que ceux visés aux articles 3 et 12, dans la mesure où la fonction de ces marques l'exige.

2. Par dérogation à l'article 3 paragraphe 1 point c), les États membres peuvent prévoir que les signes ou indications susceptibles de servir, dans le commerce, à désigner la provenance géographique des produits ou des services peuvent constituer des marques collectives ou des marques de garantie ou de certification. Une telle marque n'autorise pas le titulaire à interdire à un tiers d'utiliser dans le commerce ces signes ou indications, pour autant que cet usage soit fait conformément aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale, en particulier, une telle marque ne peut être opposée à un tiers habilité à utiliser une dénomination géographique.

Article 16

Dispositions nationales à adopter par suite de la présente directive

1. Les États membres mettent en œuvre les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 28 décembre 1991. Ils en informent immédiatement la Commission.

2. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut reporter la date visée au paragraphe 1 jusqu'au 31 décembre 1992 au plus tard.

3. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

Article 17

Destinataires

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 21 décembre 1988.

Par le Conseil
Le président
V. PAPANDREOU

(1) *J.O.* n° C 351 du 31-12-1980, p. 1 et *J.O.* n° C 351 du 31-12-1985, p. 4.

(2) *J.O.* n° C 307 du 14-11-1983, p. 66 et *J.O.* n° C 309 du 5-12-1988.

(3) *J.O.* n° C 310 du 30-11-1981, p. 22.

Article 13

Motifs de refus, de déchéance ou de nullité pour une partie seulement des produits ou des services

Si un motif de refus d'enregistrement, de déchéance ou d'invalidation d'une marque n'existe que pour une partie des produits ou des services pour lesquels cette marque est déposée ou enregistrée, le refus de l'enregistrement, la déchéance ou la nullité ne s'étend qu'aux produits ou aux services concernés.

Article 14

Constataction *a posteriori* de la nullité d'une marque ou de la déchéance des droits du titulaire de celle-ci

Lorsque l'ancienneté d'une marque antérieure, qui a fait l'objet d'une renonciation ou qui s'est éteinte, est invoquée pour une marque communautaire, la nullité de la marque antérieure ou la déchéance des droits du titulaire de celle-ci peut être constatée *a posteriori*.

Article 15

Dispositions particulières concernant les marques collectives, les marques de garantie et les marques de certification

1. Sans préjudice de l'article 4, les États membres dont la législation autorise l'enregistrement de marques collectives ou de marques de garantie ou de certification peuvent prévoir que ces marques sont refusées à l'enregistrement, que leur titulaire est déchu de ses droits ou qu'elles sont déclarées nulles pour d'autres motifs que ceux visés aux articles 3 et 12, dans la mesure où la fonction de ces marques l'exige.

2. Par dérogation à l'article 3 paragraphe 1 point c), les États membres peuvent prévoir que les signes ou indications susceptibles de servir, dans le commerce, à désigner la provenance géographique des produits ou des services peuvent constituer des marques collectives ou des marques de garantie ou de certification. Une telle marque n'autorise pas le titulaire à interdire à un tiers d'utiliser dans le commerce ces signes ou indications, pour autant que cet usage soit fait conformément aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale, en particulier, une telle marque ne peut être opposée à un tiers habilité à utiliser une dénomination géographique.

Article 16

Dispositions nationales à adopter par suite de la présente directive

1. Les États membres mettent en œuvre les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 28 décembre 1991. Ils en informent immédiatement la Commission.

2. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut reporter la date visée au paragraphe 1 jusqu'au 31 décembre 1992 au plus tard.

3. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

Article 17

Destinataires

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 21 décembre 1988.

Par le Conseil
Le président
V. PAPANDREOU

(1) *J.O.* n° C 351 du 31-12-1980, p. 1 et *J.O.* n° C 351 du 31-12-1985, p. 4.

(2) *J.O.* n° C 307 du 14-11-1983, p. 66 et *J.O.* n° C 309 du 5-12-1988.

(3) *J.O.* n° C 310 du 30-11-1981, p. 22.